

L'espace féminin dans le champ politique

Mobilisations de femmes dans les milieux populaires
en Équateur*

Didier FASSIN**

INTRODUCTION

Les travaux sur la participation politique des femmes en Amérique latine sont récents; une recension des bibliographies utilisées par six auteurs qui travaillent sur ce thème — en Colombie (MEDRANO et ESCOBAR, 1985 : 223-284), au Mexique (BARBIERI et OLIVEIRA, 1986 : 5-29), en Équateur (PRIETO, 1986 : 183-218) et en Argentine (JELIN, 1987) — fait apparaître que 87 % des 142 références citées datent des années quatre-vingt. Cela signifie-t-il pour autant que les mouvements féminins eux-mêmes n'aient qu'une existence récente ? Cette interrogation apparemment anodine renvoie en fait à deux problèmes épistémologiques complexes qui concernent les sciences sociales (MATHIEU, 1991 : 13-33) :

— l'invisibilité de certaines catégories en histoire (en l'occurrence, l'intérêt pour les femmes comme acteurs historiques remonte à deux décennies, à quelques exceptions près);

— l'existence de modèles d'interprétation dominants en sociologie (dans ce cas, la façon de définir le politique exclusivement par rapport au pouvoir dans le domaine public ne peut que conduire à ne pas y trouver d'éléments féminins).

* Ce travail a été réalisé en collaboration avec le Centro de Estudios y Asesoría en Salud de Quito et l'UR « Migrations, travail et mobilités sociales » de l'Orstom. Il bénéficie d'un contrat de recherche externe (898006) de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

** Médecin et anthropologue, Institut français d'études andines, AP 17.11.06596, Quito, Équateur.

Ce questionnement, légitimement adressé à des disciplines prises en flagrant délit de reproduire les représentations qui existent au sein de la société au lieu de s'en distancier pour les analyser de manière critique, ne doit toutefois pas faire tomber dans l'excès inverse qui consisterait à ne pas voir que, au cours de la période récente, la participation des femmes à la vie politique s'est effectivement développée de manière considérable, tout en adoptant de nouvelles formes, dans l'ensemble des pays latino-américains. Dresser une sorte d'état des lieux sur ce thème, sans prétention à l'exhaustivité, tel est l'objectif de la première partie de ce texte.

La plupart des recherches sur les mobilisations féminines se situent soit dans un contexte urbain, soit en milieu rural, ce qui conduit à insister sur des aspects particuliers liés aux conditions de vie des femmes citadines (thème des stratégies de survie en période de crise) ou paysannes (question ethnique, s'agissant souvent de populations indiennes). Or, il existe des logiques plus générales qu'il est important d'identifier. C'est ce que je tenterai de faire dans un deuxième temps, à travers deux études de cas réalisées en Équateur.

Une précision doit être apportée sur la démarche suivie dans ce travail empirique. Alors que la plupart des recherches menées sur les mouvements de femmes en Amérique latine se sont intéressées aux plus spectaculaires d'entre eux, qui correspondent souvent à des situations inhabituelles dans lesquelles sont impliquées des personnalités remarquables, le parti pris adopté ici est inverse : il s'agit de mobilisations moins connues, même si elles occupent une place significative dans l'histoire de l'Équateur contemporain, et surtout, les femmes qui ont été interrogées ne sont pas des dirigeantes ou des meneuses, elles appartiennent à ce que l'on peut appeler la base. Ce choix se situe en somme dans la ligne du programme proposé par DE CERTEAU (1980) pour étudier les réponses des groupes dominés aux mécanismes de pouvoir dont ils sont les victimes, à partir de l'étude des pratiques politiques au quotidien.

LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES EN AMÉRIQUE LATINE

La présence féminine dans l'historiographie latino-américaine de l'époque coloniale se limite à quelques héroïnes, comme les figures emblématiques de la Malinche, maîtresse de Cortés et « personnification de la trahison à sa propre race », ou de Sœur Juana Inés de la Cruz, poétesse de l'amour et « réalisation la plus parfaite de la féminité », au Mexique (LAVRIN, 1985-a : 33), ou encore, pour ce qui est du Pérou, d'Inés Huayllas Yupanqui, indienne noble, qui fut la

mère de deux enfants de Pizarro avant de devenir l'épouse du futur maire de Lima (BURKET, 1985 : 121-152). Afin de répondre à la critique formulée à l'encontre de cette vision héroïque de l'histoire — qui n'est évidemment pas propre aux études sur les femmes —, de récents travaux ont essayé de faire revivre des personnages du commun, telles l'esclave indienne Francisca qui tente vainement de recouvrer la liberté dans la ville de Belém au XVIII^e siècle (SWEET, 1987 : 316-328) ou la vendeuse d'alcool Micaela Angela Carrillo dans la Nouvelle Espagne de la même époque (COUTURIER, 1987 : 462-471). Quelle que soit la perspective adoptée, deux éléments paraissent remarquables à la lecture de ces divers textes : l'absence d'actions collectives, et la marginalité sur le plan politique (encore ne faudrait-il pas sous-estimer, sur ces deux points, la part de calcul stratégique dans les alliances matrimoniales, légitimes ou non, contractées par les femmes indiennes avec les Espagnols).

Deux exceptions notables toutefois. La première concerne la participation des femmes, le plus souvent métisses, dans les luttes pour l'indépendance en Grande Colombie (CHERPAK, 1985 : 253-270), au Mexique (ARROM, 1988), en Bolivie (BEJARANO, 1992), pour ne citer que les exemples les plus célèbres — ou les mieux étudiés. Les documents historiques les montrent dans des rôles fort variés : « combattantes », « messagères », « espionnes », « infirmières », « donatrices »; l'une de leurs spécialités particulièrement redoutée par la couronne d'Espagne était la « séduction des troupes » qui consistait à faire désertir et passer du côté des rebelles les soldats du roi. Le second contre-exemple se réfère aux soulèvements indiens contre les autorités coloniales dans lesquels certaines femmes jouèrent un rôle important : c'est le cas des révoltes qui se produisirent dans l'Audience de Quito à la fin de la période coloniale et dont l'une des plus violentes, à Guamate en 1803, mit en avant le rôle de trois femmes qui furent exécutées dès que fut matée l'insurrection (MORENO YANEZ, 1985). Les diverses sources sur ces événements signalent de manière répétée la présence féminine au premier rang des combats.

Après les indépendances, les mouvements de femmes vont prendre peu à peu de l'ampleur, sous l'effet conjoint de l'éducation qui commence à se répandre dans les classes aisées, de l'accès au marché du travail qui s'ouvre lentement, de la transformation de la législation sous les régimes libéraux (LAVRIN, 1985-b : 347-379). Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, autour d'associations philanthropiques, telles que la Société de bienfaisance de Buenos Aires (LITTLE, 1985 : 271-292), ou à travers la presse féministe, comme dans le cas du Brésil (HAHNER, 1985 : 293-328), les droits des femmes sont de plus en plus souvent revendiqués. Dans la première moitié du XX^e siècle, deux thèmes vont donner lieu à d'importantes mobilisations féminines : tout d'abord, les droits civils et politiques, que ce soit pour l'accès à

des charges publiques ou pour le vote des femmes (MEDRANO et ESCOBAR, 1985 : 223-284); ensuite, les droits du travail, à travers les luttes syndicales, notamment dans les secteurs de l'industrie où les femmes étaient majoritaires, comme le textile (LIMONES CENICEROS, 1989 : 219-268); la différence entre les deux types de revendication vient de ce que les premières se situent dans une perspective féministe, alors que les secondes se réfèrent à une analyse classiste de la société.

Avec la période contemporaine, les initiatives se multiplient, tant dans les secteurs populaires qui ont été les plus étudiés (JELIN, 1987) que dans les classes moyennes (TARRES, 1989). Une typologie des mouvements actuels de femmes a été proposée (BARBIERI et OLIVEIRA, 1986). Elle distingue les actions liées à des revendications identitaires — de genre (féminisme), d'âge (jeunes femmes et personnes âgées), d'ethnie (populations indiennes ou noires) —, les mobilisations autour d'exigences spécifiques à certains secteurs — monde du travail (syndicalisme), milieux populaires urbains (associations de quartiers) —, enfin les organisations en rapport avec des questions de droits de l'homme — en particulier pour ce qui touche aux disparus et aux prisonniers politiques; à ces mouvements spécifiquement féminins qui s'expriment dans la société civile, s'ajoutent les initiatives qui prennent leurs racines dans la société politique, que l'on se situe dans la légalité — et certains partis se présentent comme défenseurs de la cause féminine — ou dans la clandestinité — cas des luttes armées. Cette classification donne certes des repères utiles mais, comme on le verra plus loin, elle se révèle insuffisante, voire inexacte, dans l'examen de situations concrètes.

L'explication de l'éclosion de ces différents mouvements au cours des deux dernières décennies est multifactorielle. Trois ordres d'éléments favorisant ont été avancés (BARBIERI et OLIVEIRA, 1986). Tout d'abord, les facteurs liés aux changements structurels récents : l'accélération des phénomènes de migration, en particulier, mais non exclusivement, vers les villes; la diminution de la fécondité et, plus généralement, les phénomènes qui surviennent dans un contexte de transition démographique; l'augmentation des taux d'alphabétisme et de scolarisation, y compris dans les milieux populaires, traditionnellement exclus de ces processus; la participation croissante des femmes sur le marché du travail et, par conséquent, la sortie de la stricte fonction de femme au foyer; on peut citer également l'extension des réseaux de communication qui permet la circulation de l'information sur ce qui se passe ailleurs. Ensuite, les facteurs liés à la conjoncture actuelle, c'est-à-dire à ce qu'il est convenu d'appeler crise et dont les conséquences ne sont pas seulement économiques; au-delà de la récession et de ses effets sur les niveaux de vie, surtout pour les groupes les plus vulnérables, c'est l'ensemble des politiques sociales qui sont touchées par les réductions budgétaires et qui obligent la

société civile à élaborer des solutions de rechange face au retrait des pouvoirs publics. Enfin, les facteurs politico-idéologiques, qui tiennent aux changements subjectifs intervenus dans la représentation que les sociétés se font du rôle des femmes, sous la pression aussi bien des associations féministes que des organismes internationaux de développement, et même des États (on peut bien sûr penser ici à Cuba et au Nicaragua, dont les régimes révolutionnaires ont érigé en principe la participation des femmes, mais la recherche d'une base plus large de légitimité a également amené des gouvernements libéraux, voire des dictatures militaires, à donner un plus grand poids politique aux femmes).

Tels sont les éléments qui constituent le contexte favorable à l'apparition de mouvements féminins. Cependant, dans une collectivité donnée (et à un moment donné), pour que se produise une mobilisation ou que se concrétise une protestation, il faut que soit réuni un ensemble d'éléments liés à la structure même du groupe et de la société (RAPOLD, 1986 : 31-56). Outre le fait de partager une forme d'oppression et des intérêts communs — qui sont des facteurs évidents de solidarité au sein d'une collectivité —, il est habituel de distinguer deux dimensions de l'organisation de la société : horizontale, correspondant aux liens au sein du groupe, et verticale, correspondant aux liens entre groupes ; plus les premiers sont étroits et les seconds lâches, et plus une action collective a de chances de développer de manière stable (OBERSCHALL, 1973). C'est ce qui peut expliquer la constitution de mouvements sociaux organisés dans des quartiers populaires ou dans des communautés indiennes, car ainsi que le montreront les deux études de cas ultérieures, on trouve à la fois une solidarité (de type plutôt organique dans le premier cas et mécanique dans le second) et une segmentation de la société (qui se manifeste par l'absence de relations entre l'État, les classes dirigeantes, les catégories aisées, d'une part, et les citadins pauvres ou les paysans indiens, de l'autre). Le sentiment d'injustice — particulièrement vif en ce qui concerne les femmes qui à la fois subissent de multiples formes de domination et supportent plus directement que les hommes les conséquences de la crise sur la famille — est alors renforcé par la présence de réseaux internes et par la perte des liens entre groupes situés dans un rapport hiérarchique.

Dans le cas de l'Équateur, il semble que les mouvements féminins — dont l'histoire reste en grande partie à faire — soient de constitution récente (PRIETO, 1986). En particulier, l'autorisation précoce du vote des femmes — à condition toutefois qu'elles sachent lire et écrire, ce qui censurait de fait le suffrage des femmes des classes populaires urbaines comme rurales — n'a pas permis une mobilisation autour de ce thème comme ce fut le cas dans des pays voisins, notamment en Colombie. C'est principalement dans la décennie quatre-vingt

qu'aurait réellement commencé la participation des femmes à la vie politique, à la faveur du retour à la démocratie en 1979 (PRIETO, 1986). Il est cependant permis de s'interroger sur l'exactitude de cette affirmation.

En effet, premièrement, certaines actions avaient déjà vu le jour sous la dictature militaire, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Et deuxièmement, le lien entre les mouvements féminins et le processus de démocratisation est d'autant moins facile à établir que, dans d'autres pays, l'existence d'un régime militaire a correspondu à des périodes de forte mobilisation féminine, comme en Argentine avec les Mères de la Place-de-Mai et le Mouvement des femmes au foyer. On ne peut donc que constater une coïncidence des deux phénomènes en Équateur, sans pouvoir en inférer un lien de causalité.

LE RÔLE DES FEMMES DANS UN MOUVEMENT POPULAIRE URBAIN

C'est précisément sous le gouvernement des forces armées que s'est développée la plus célèbre mobilisation populaire de l'histoire urbaine contemporaine en Équateur : celle de la « Coopérative de logement *Comité del Pueblo* » (GODARD, 1988). Au sein de cette coopérative, les femmes ont joué un rôle particulièrement remarqué (BRAVO ARANADA, 1980) et même cité à l'étranger (LAVINAS et LE DOARÉ, 1982 : 39-58). Mais quelle a été la participation réelle des femmes à ce mouvement social ?

La coopérative se constitue en 1971 à l'initiative d'un groupe de militants du Parti communiste marxiste léniniste de l'Équateur (PCMLE). Leur dirigeant, Carlos Rodríguez Paredes, dit « le Docteur », est un professeur de l'Université centrale de Quito, bastion de l'extrême-gauche. Le principe est le suivant : pour une somme modique, on peut devenir membre de la coopérative ; sur la base d'un décret, édicté en 1938, qui stipule que « si un mouvement populaire fait la preuve de son organisation et de ses nécessités, il lui sera possible de revendiquer publiquement des terres », les dirigeants du *Comité del Pueblo* espèrent obtenir les domaines fonciers qui leur permettraient de faire accéder à la propriété les membres de la coopérative ; il est seulement demandé aux associés de participer aux assemblées hebdomadaires, où est discutée la stratégie du mouvement, ainsi qu'aux nombreuses manifestations organisées pour exprimer les revendications propres de la coopérative ou pour apporter son soutien à Cuba ou, plus tard, au Nicaragua.

Très vite, la coopérative compte plusieurs milliers de membres, ménages pauvres du centre de Quito, attirés par la perspective de

devenir propriétaires. Deux tentatives pour obtenir des terrains, en 1972 et en 1973, échouent. Finalement, c'est en 1974 que le Comité del Pueblo acquiert tout à fait légalement 140 hectares d'une hacienda située au nord de la ville qui sera divisée et distribuée par tirage au sort.

Mais cette victoire n'a pas été facile. Le gouvernement des forces armées, dès son installation en 1972, s'oppose à cette initiative qui met directement en cause sa propre politique du logement. La lutte se durcit : dans la rue, les manifestations deviennent violentes ; les dirigeants du Comité del Pueblo sont emprisonnés, mais relâchés peu après sur les pressions de la rue ; les bureaux de la Banque du logement, puis ceux de la mairie, sont envahis par les membres de la coopérative ; en 1973, un affrontement avec la police fait un mort parmi les manifestants. Par ailleurs, des divergences au sein du PCMLE conduisent à la rupture : les dirigeants de la coopérative sont exclus de leur parti.

Les problèmes les plus graves vont cependant apparaître au sein même du Comité del Pueblo. Les terrains une fois obtenus et répartis, la Coopérative de logement (*Cooperativa provivienda*) n'a plus à proprement parler de raison d'être ; pour continuer de fonctionner et garder sa légitimité, elle se transforme donc en Coopérative pour l'amélioration des infrastructures (*Cooperativa promejora*). Cependant, dans ce domaine, les résultats sont maigres : en douze ans, elle n'obtient que la mise en place du réseau électrique et le goudronnage de l'axe principal du quartier. Surtout, son unité commence à se fissurer, alors que deviennent plus claires les ambitions politiques de son dirigeant : celui-ci se présente aux élections municipales de 1978 et aux élections législatives de 1979. Pour être élu, il lui faut le soutien inconditionnel des membres de la coopérative. Il l'obtient par d'incessants chantages : afin d'obtenir les titres de propriété, sans lesquels l'attribution de terrains n'a aucune reconnaissance légale, les membres de la coopérative doivent faire la preuve de leur loyauté, en participant aux manifestations, aux assemblées, aux séances de collage d'affiches ; chaque fois, un ticket leur est vendu, grâce auquel, un jour, ils seront en droit de réclamer leur titre ; celui qui n'accomplit pas ses devoirs de membre et manque à l'une des réunions obligatoires doit payer une amende. Ce mode de fonctionnement répressif est tellement intériorisé que même pour des élections nationales, qui se déroulent à bulletin secret, beaucoup ne songent pas à voter pour un autre candidat que « le Docteur ».

Peu à peu cependant, des voix s'élèvent contre l'autoritarisme des dirigeants, mais il faudra plus de dix ans pour que s'organise un début d'opposition autour du prêtre irlandais chargé de la paroisse, « le Curé ». La création par celui-ci du Comité pour l'eau potable,

relayé à la base par douze comités de zones, est considéré comme un véritable défi lancé aux dirigeants du Comité del Pueblo, et des heurts se produisent. Si, après trois ans d'affrontement, l'issue en reste imprévisible, il est d'ores et déjà évident qu'au totalitarisme rodriguiste des années soixante-dix et quatre-vingt a succédé un pluralisme non exempt de violence.

Dans ce contexte mouvementé, la participation féminine a été souvent présentée comme décisive — mais sans que soit véritablement explicité en quoi elle l'avait été. C'est donc afin de comprendre le rôle réel joué par les femmes dans l'histoire du Comité del Pueblo qu'une enquête a été entreprise auprès de certaines d'entre elles, quelquefois vingt ans après les premiers événements auxquels elles avaient été associées. Les femmes qui ont été interrogées font partie, pour la plupart, d'un atelier de fabrication de petits objets décoratifs en massépain, qui s'est constitué en 1988 dans le cadre d'actions sociales menées par une ex-religieuse du quartier. Les entretiens ont été menés d'abord collectivement de manière répétée, puis complétés individuellement au domicile de chacune d'elles dans le cadre d'un travail plus complet de reconstitution d'histoires de vie et de groupe. En l'absence d'archives de ce mouvement, ce sont donc le souvenir et la perception qu'en ont les femmes qu'il s'agit de restituer ici, avec les limites bien connues de ce type d'enquête.

Souvent les femmes ont pris l'initiative de s'inscrire à la coopérative, soit en affrontant l'incrédulité de leur mari (le prix dérisoirement bas des terrains leur paraissant le signe d'une escroquerie assurée), soit même à l'insu de toute la famille (telle cette quadragénaire dont le conjoint n'apprendra la décision que huit mois plus tard, alors qu'elle se rendait chaque semaine en cachette à des réunions nocturnes). Car l'affiliation à la coopérative signifie non seulement un engagement financier, mais également une participation obligatoire aux assemblées hebdomadaires à l'université centrale, aux manifestations de soutien aux partis frères, et plus tard aux travaux collectifs de déboisement et de terrassement sur les terres achetées.

Là encore, les femmes font montre de virulence dans leur engagement — fait d'autant plus méritoire qu'elles ne peuvent se permettre d'oublier leurs devoirs maternels et c'est souvent avec leurs jeunes enfants qu'elles vont aux réunions et même aux manifestations. On les voit notamment aux premiers rangs des marches du 1^{er} mai, affronter les gaz lacrymogènes des forces de l'ordre, sous le régime militaire. Lors de la prise de la mairie de Quito, ce sont elles qui se révèlent les plus agressives et vont jusqu'à s'en prendre physiquement au maire. Pendant longtemps, elles demeureront ainsi les plus fidèles soutiens à la cause du « Docteur », participeront activement à sa campagne électorale, chercheront des signatures pour que soit reconnu

son parti, colleront pour lui des affiches au risque de se faire prendre par la police.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure leur engagement politique était à cette époque spontané et volontaire. Il est plus difficile encore de tenter de généraliser à partir d'un échantillon. On peut pourtant avancer, compte tenu d'une certaine unanimité sur ce point, que les premiers temps ont été enthousiastes, que la coopérative a représenté dans la vie de ces femmes à la fois une échappatoire aux tâches domestiques, une opportunité d'accéder à la propriété et, au-delà, pour beaucoup, une découverte de la solidarité à travers la lutte politique. Que la participation aux assemblées, aux manifestations, aux travaux collectifs leur ait été imposée par le chantage et la menace est également certain, mais on peut dire que, tant qu'elles ont eu la perspective d'acquérir un terrain, l'espoir leur a fait oublier les exigences parfois très dures des dirigeants de la coopérative : malgré la contrainte, une majorité d'entre elles a probablement été rodriguiste.

Dans un second temps, lorsqu'il s'est avéré que malgré l'obtention de terrains, le combat politique devait continuer dans les mêmes conditions, lorsqu'il est apparu que les promesses n'étaient pas tenues, que les sommes versées pour l'installation de l'électricité et de l'eau servaient en réalité à financer les campagnes électorales des dirigeants de la coopérative, que le clientélisme politique était en fait le seul moyen d'accéder à un meilleur lopin que celui attribué par tirage au sort, en somme lorsque les membres de la coopérative ont commencé à se sentir manipulés, alors est venu le désenchantement.

Pour autant, la désillusion n'a pas nécessairement signifié un désengagement de l'activité sociale, et même politique. Beaucoup des fondatrices de la coopérative participent aujourd'hui à des actions dans leur quartier : travaux collectifs d'installation des canalisations d'eau et d'égouts, organisation de rondes de nuits pour assurer la sécurité, visites aux personnes âgées malades, encadrement d'adolescents durant leurs loisirs. De plus, certaines des déçues du rodriguisme sont redevenues militantes, mais d'un autre parti : il s'agit le plus souvent du Parti social chrétien (PSC), conservateur, de l'ancien président León Febres Cordero qui a légalisé la situation des habitants du Comité del Pueblo, ou de la Démocratie populaire (DP), centriste, du maire de Quito, Rodrigo Paz, à qui l'on doit plusieurs travaux d'infrastructure dans les quartiers pauvres de la capitale. Le rôle de l'église catholique se situe à l'articulation des deux types d'activité : d'une part, c'est elle qui encadre la plupart des oeuvres sociales, notamment caritatives, du quartier à travers la présence de religieuses ; d'autre part, avec l'arrivée du « Curé », c'est un nouveau pôle politique qui est apparu, comme on l'a vu après les menaces

d'expulsion proférées contre lui, lorsque ses partisans, en majorité des femmes, lui ont manifesté leur soutien devant le palais présidentiel et sont intervenus pour le défendre à l'Assemblée nationale.

On peut bien sûr s'interroger sur le lien qui peut exister entre le passé politique de ces femmes et leur activité actuelle — surtout lorsqu'il y a passage d'une gauche stalinienne à une droite populiste. Chaque biographie peut apporter ici des éléments de réponse différents ; cependant, si certaines d'entre elles attribuent à des antécédents familiaux ou à une histoire personnelle leur activisme, la plupart reconnaissent que c'est au sein de la coopérative qu'elles ont commencé à prendre conscience de leur condition sociale et surtout que c'est là qu'elles ont appris la solidarité. Expérience éprouvante, qui leur laisse beaucoup de souvenirs douloureux, mais dont elles ne nient pas qu'elle ait eu des effets positifs — ce dont on peut se rendre compte *a contrario* lorsque l'on constate l'isolement dans lequel vivent les nouvelles arrivantes, celles qui n'ont pas connu les années glorieuses du Comité del Pueblo.

LA PRÉSENCE DES FEMMES DANS UNE ORGANISATION PAYSANNE INDIENNE

L'histoire des groupes féminins de l'Union des organisations paysannes du nord du Cotopaxi (Unocanc), province de la Sierra équatorienne, est à première vue plus anodine (CORDOBA *et al.*, 1987). Mais elle n'est pas moins révélatrice de la façon dont les femmes participent à la vie politique, cette fois dans les campagnes. On est certes loin des héroïnes de la geste indienne, de celles dont les hauts faits ont marqué les rébellions des siècles précédents (MORENO YANEZ, 1985). Leur rôle dans le soulèvement indien national de juin 1990, qui a consisté en un blocage des voies de communication et en une série de marches de protestation, prouve néanmoins la vigueur de leur engagement (FASSIN, 1991). Les entretiens avec plusieurs dirigeantes indiennes, mais également avec des membres ordinaires de trois groupes de femmes, ont été réalisés au cours des séjours effectués dans cette zone en 1990 et 1991.

La paroisse rurale (unité administrative) de Toacaso, à laquelle sont rattachées la quasi-totalité des communautés affiliées à l'Unocanc, se compose d'environ 8000 habitants (le recensement de 1990 en donne seulement 6082, contre 8265 en 1982, probablement en grande partie à cause du refus de répondre au questionnaire dans certaines communautés, à la suite des consignes données par la Confédération des nationalités indiennes de l'Équateur [Conaie]). La population se

répartit entre un centre villageois, principalement métis, et une trentaine de communautés indiennes, situées de 2 600 à 3 300 mètres d'altitude. Autrefois constituée presque exclusivement d'haciendas dans lesquelles travaillaient et vivaient les familles indiennes, la zone a évolué au cours des vingt dernières années dans le sens d'une réappropriation des terres par ces familles, ce qui a donné lieu à un morcellement progressif pour aboutir au *minifundio* actuel.

L'histoire récente de la paroisse est marquée, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, par le conflit entre le centre métis et les communautés indiennes. Cette opposition, classique dans la région andine, y prend cependant une tournure particulière en raison de la présence d'un curé propriétaire terrien qui choisit clairement le côté des *hacendados* et attise systématiquement les tensions entre les deux parties. Malgré les rappels à l'ordre de sa hiérarchie, malgré une révocation par le Vatican, il se maintient dans ses fonctions. Cet affrontement culmine en 1988 avec la prise en otage de l'évêque de Latacunga par les villageois, ce qui provoque un début de soulèvement des populations indiennes décidées à libérer le prélat (l'intervention de la police évitera un probable bain de sang). Ce sont d'ailleurs à nouveau les forces de l'ordre qui permettront au nouveau curé d'entrer dans sa paroisse malgré la résistance et les menaces des partisans de son prédécesseur.

Cette situation rend probablement compte de la constitution, en 1979, d'une première ébauche d'organisation, nommée *Mushuc Mamallacta*, c'est-à-dire « Notre Patrie » en quichua — dans une zone où paradoxalement presque plus personne ne parle cette langue indienne. À la différence de la quasi-totalité des organisations qui se sont formées vers cette époque dans la province du Cotopaxi, celle-ci s'est mise en place sans intervention de l'église catholique ou des institutions de développement; elle a seulement bénéficié de ses liens avec un groupe d'alphabétisateurs qui travaillaient dans le cadre de programmes nationaux établis par le premier gouvernement après le retour à la démocratie. Malgré ce contexte politique *a priori* favorable, il faudra cinq ans, plusieurs manifestations et la prise du palais de justice de la capitale provinciale, pour que soit officiellement reconnue l'organisation sous son nom actuel, Unocanc, jugé moins dangereux pour l'unité nationale. Après avoir commencé avec quatre communautés indiennes, elle en compte douze au moment de sa légalisation et une vingtaine quelques années plus tard.

La création des premiers groupes de femmes est un peu plus récente : c'est en 1985 que la sœur du président de l'Unocanc, de retour d'un cours de puériculture dans un village voisin où elle a vu fonctionner des organisations féminines, propose aux femmes de sa communauté de constituer un groupe afin de solliciter une aide de l'institution

gouvernementale de développement rural intégré, DRI. Les premières séances réunissent cent cinquante personnes, mais après l'offre faite par le DRI d'un élevage collectif de cochons d'Inde — alors qu'on leur avait laissé miroiter la possibilité d'élevages individuels —, une désertion massive ramène les effectifs à dix-huit. Après un an, comme la motivation de ce noyau d'irréductibles paraît probablement suffisante aux développeurs, chacune des dix-huit reçoit... un élevage personnel. Dès lors, non seulement celles qui se sont éloignées s'intéressent à nouveau à l'organisation, mais également d'autres groupes se forment dans les communautés alentour. D'autant plus que, entre-temps, les membres de la première association ont reçu dix poulets chacune. Malheureusement, les moyens — ou la bonne volonté — des développeurs ne leur permettent pas d'être aussi généreux avec tous les groupes, et c'est un nouveau mouvement de reflux qui se produit parmi les participantes.

À l'heure actuelle, on compte environ douze associations de femmes, dont chacune correspond à une communauté indienne. Elles élisent annuellement un bureau de trois membres. Une coordination au niveau de la zone — constituée de quatre personnes — permet une certaine harmonisation des projets, et une représentante — qui n'est autre que la fondatrice du premier groupe — participe aux réunions de l'Unocanc. Les principales activités sont les assemblées hebdomadaires, les travaux collectifs, les requêtes auprès des organismes de développement (à la suite des cochons d'Inde et des poulets, ce sont des lapins, des moutons, des semences et des machines à filer la laine qui ont été donnés). Lors des réunions qui se déroulent en général le soir jusqu'à des heures avancées de la nuit, au milieu d'enfants endormis ou pleurant, sont discutés les projets proposés par les partenaires.

Que l'objectif principal des groupes ne soit pas l'obtention d'avantages matériels, mais que, dans le cadre de l'association, se renforce un sentiment communautaire, se réalise un travail de conscientisation et s'élabore une réflexion collective, tels sont les mots d'ordre des développeurs. Certaines femmes les ont bien intériorisés et stigmatisent celles qui ne s'intéressent qu'aux bénéfices et revendiquent des engagements politiques : que ce soit pour défendre les droits des femmes à prendre part aux discussions et aux décisions des communautés, dont les instances dirigeantes, les *cabildos*, sont presque toujours exclusivement masculines ; ou que ce soit pour se plaindre de l'exploitation que continuent de subir les populations indiennes de la part des grands propriétaires terriens. Bien que le discours ait quelque chose de stéréotypé, il n'est pas sans traduire des sentiments réels, ni sans induire de véritables changements des pratiques sociales — par exemple, les femmes qui étaient autrefois exclues des réunions de l'Unocanc y ont maintenant le droit de s'exprimer.

Malgré cette évolution positive, les groupes de femmes demeurent dans une situation de dépendance et de sous-représentation par rapport à l'Unocanc. Toute décision importante est prise par celle-ci, y compris lorsqu'elle concerne directement les femmes; et il n'est pas question qu'un groupe s'affilie à une autre organisation (l'un d'eux s'était récemment lancé dans une telle entreprise, mais, après quelques mois, il a dû rentrer dans le rang, sous la pression collective). De plus, s'il y a bien une présence féminine au sein de l'organisation, elle se limite à la fonction de représentante des groupes de femmes, c'est-à-dire à un rôle informatif et à un avis consultatif (la seule femme qui ait occupé un poste au bureau directeur, dont elle assurait le secrétariat, a été rapidement démise de ses fonctions pour avoir mal rempli ses obligations).

La façon dont a été préparé le soulèvement de juin 1990 illustre clairement cette relation entre l'organisation indienne et les groupes féminins. L'avant-veille du début des événements, l'Unocanc réunit les représentantes de chacun des groupes pour leur transmettre les consignes nationales envoyées par la Conaie. Le lendemain, celles-ci sont transmises à l'ensemble des femmes au cours de réunions convoquées exceptionnellement dans chaque communauté. Dans le champ politique, c'est bien l'organisation — autrement dit l'élément masculin — qui prend l'initiative.

Mais la suite des opérations apporte d'autres éléments importants sur les modalités de la participation féminine. Tout d'abord, c'est en tant que groupes de femmes, et non seulement au titre de membres de leur communauté, qu'elles se joignent au mouvement : en témoigne par exemple la décision prise dans chaque association d'infliger une amende à celles qui ne participeraient pas — en fait, cette mise en garde n'était probablement pas nécessaire, compte tenu de l'enthousiasme qui s'est maintenu tout au long du soulèvement. Précisément, il apparaît que dans la réalisation des actions collectives, l'engagement des femmes est loin d'avoir été en retrait par rapport à celui des hommes : non seulement, elles ont effectué avec eux les blocages des voies de communication et les marches de protestation dans la capitale provinciale, mais ce sont souvent elles qui rentraient à leur domicile le plus tard dans la nuit après les manifestations et ce sont encore elles qui ont affronté le plus directement les forces de l'ordre (l'épisode de la prise en otage d'un groupe de militaires dans la province du Chimborazo est un de leurs hauts faits qui a failli entraîner une répression sanglante). Cependant, s'il est difficile de dire qu'il y ait eu une forme spécifiquement masculine de participation à la mobilisation dans la mesure où les femmes étaient présentes sur tous les fronts, en revanche on peut mettre en évidence certaines modalités qui ressortissent plus particulièrement au rôle traditionnellement féminin : c'est ainsi que les femmes avaient la

charge aussi bien des enfants qu'elles emmenaient presque toujours avec elles que des repas qu'elles préparaient chacune à leur tour pour l'ensemble des manifestants, selon les règles habituellement en vigueur dans les assemblées communautaires.

En fait, les entretiens avec les femmes font clairement apparaître les acquis, mais aussi les limites de leur participation politique. D'un côté, elles ont obtenu, grâce notamment à la création de leurs groupes, de nouvelles prérogatives — dont toutes disent l'importance réelle dans leur vie — : le droit de sortir de chez elles pour aller aux réunions le soir ou aux travaux collectifs les fins de semaine, le droit de s'exprimer sans s'exposer à des quolibets dans les diverses instances de pouvoir. D'un autre côté, elles demeurent astreintes à leurs devoirs de mères et d'épouses, y compris dans leurs actions collectives : leur vie politique vient en plus de leurs activités à la maison et de leurs labours à l'extérieur, comme une « troisième journée ».

NOUVELLES INTERPRÉTATIONS DES FORMES ACTUELLES DE PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE POLITIQUE

Ces deux études de cas, jointes à des observations similaires faites sur d'autres terrains (à Quito et dans le Chimborazo) et aux travaux réalisés par d'autres chercheurs qui travaillent en milieu urbain (PRIETO, 1986 : 183-218; BLONDET, 1987 : 19-73; CHANT, 1988 : 181-203; RODRIGUEZ, 1990) ou en zone rurale (ARIZPE, 1985 : 57-65; DEERE, 1986 : 187-208; BROWNER, 1986 : 89-106; LEON, 1987 : 223-252), peuvent permettre de tracer une série de nouvelles lignes d'interprétation des mouvements sociaux féminins dans les milieux populaires en Amérique latine.

Quelles que soient les revendications spécifiques — d'ordre politique, ethnique ou féministe — qui peuvent s'exprimer ultérieurement, le point de départ est en général à chercher du côté de préoccupations matérielles immédiates. Accès au logement et aux infrastructures de base, recherche d'aides financières ou de projets de développement, protestation contre les hausses de prix, tels sont les éléments autour desquels se constituent ces mobilisations. Autrement dit, la participation politique des femmes de milieux populaires prend sa signification par rapport à ce territoire qui leur est assigné et qu'elles revendiquent de manière croissante : le quotidien. Ce constat conduit évidemment à critiquer les typologies qui distinguent les mouvements urbains liés à l'insatisfaction des besoins immédiats et les mouvements ruraux fondés sur des problèmes ethniques et qui reviennent finalement à accepter le discours de légitimation de ces organisations comme s'il décrivait leur réalité sociale.

En fait, c'est souvent dans le cours de l'histoire de ces mouvements que se développent des éléments de nature idéologique, sous l'influence fréquente d'institutions extérieures : églises, partis, associations féministes, organismes de développement. La reconnaissance des formes d'inégalité et d'exploitation dont elles sont les victimes, la revendication d'une identité ethnique ou féminine, deviennent alors des enjeux décisifs. Il serait toutefois simpliste de considérer cette évolution comme une succession effective de deux étapes. D'une part, les considérations d'ordre idéologique peuvent très bien exister, au second plan, dès le début, et, à l'inverse, les préoccupations de type matériel sont rarement absentes des développements ultérieurs. D'autre part, le degré de prise de conscience politique, ethnique ou féministe, varie évidemment à l'intérieur d'un groupe donné, en fonction de l'histoire de chaque membre, en particulier des relations qu'il noue en dehors de son milieu, et en fonction de la satisfaction de certaines nécessités, notamment l'obtention d'un logement stable (on constate que les situations précaires sont peu propices à l'expression de cette prise de conscience).

Mais ce travail idéologique à partir des réalités quotidiennes revêt une forme particulière, qui différencie la participation des femmes de celle des hommes dans l'action politique. La question du pouvoir semble pour elles moins centrale que la question du changement. De là, leur manque d'intérêt pour le jeu politique, mais aussi une vigilance réduite à l'égard de certaines manipulations et une perméabilité accrue aux discours populistes. De là également, le caractère concret de leurs revendications et de leurs activités, mais aussi leur relative absence des instances de décision, dans les communautés indiennes comme dans les quartiers périurbains. Ici encore, il faut se garder de trop systématiser : de plus en plus de femmes occupent des positions de pouvoir ou participent à des actions sociales qui ont pour objectif le contrôle politique ; ces phénomènes restent toutefois minoritaires et cantonnés pour l'essentiel aux classes moyennes et supérieures.

Dans les milieux populaires en revanche, la catégorie du politique est probablement à reconsidérer, pour y faire jouer d'autres dimensions que celle du pouvoir. À cet égard, il est important de prendre en compte, au sein de ces mouvements féminins, l'absence de solution de continuité entre les sphères publique et privée, ou pour être plus exact l'envahissement du champ politique par les attributions traditionnelles des femmes : leurs rôles d'épouse et surtout de mère. C'est après avoir préparé le repas et mis en ordre la maison que les femmes se rendent à leurs réunions, à leurs marches ou à leurs travaux collectifs. Et c'est souvent avec un enfant porté dans le dos et allaité de temps à autre, avec un ou deux autres qui s'accrochent à leurs vêtements, qu'elles participent à ces actions. Ces fonctions ne constituent pas seulement une entrave matérielle à leur présence dans

le domaine public, elles donnent aussi lieu à des fixations agressives de la part de l'entourage et à des sentiments de culpabilité de la part des intéressées, puisque les femmes qui font de la politique sont considérées comme négligeant leurs devoirs domestiques.

Les obstacles de toutes sortes qu'on leur oppose expliquent probablement pour une large part que les initiatives à l'origine des mouvements féminins viennent souvent de l'extérieur, et même presque toujours du monde masculin — conséquence et manifestation supplémentaires de la situation de subordination dans laquelle se trouvent les femmes. Bien sûr, on pourrait citer quelques exceptions, mais les mobilisations féminines qui naissent spontanément des milieux populaires demeurent rares. Cependant, dans ce domaine aussi les choses évoluent rapidement, tant au niveau de la société, où les prérogatives des femmes se redéfinissent sans cesse, qu'au sein même des groupes féminins, dont les membres apprennent très vite à fonctionner avec une certaine marge de liberté.

Ainsi, l'histoire récente des mouvements de femmes peut-elle se donner à lire à deux niveaux : d'une part, les changements intervenus dans la société, notamment la façon dont se sont modifiées les relations de genre; d'autre part, les transformations survenues dans le regard porté sur ces questions par les sciences sociales, devenu certainement plus conforme à la réalité telle qu'elle est, ou paraît être, et non comme on voudrait la faire. C'est sur cette double histoire — celle à la fois des gens et des idées — que ce texte a tenté d'apporter un témoignage.

BIBLIOGRAPHIE

- ARIZPE (L.), 1985. « Las mujeres campesinas y la crisis agraria en América Latina » in *Nueva Antropología (México)*, 8 (30) : 57-65.
- ARROM (S. M.), 1988. *Las mujeres de la ciudad de México, 1790-1857*, México, Siglo Veintiuno.
- BARBIERI (O. DE) et OLIVEIRA (O. DE), 1986. « Nuevos sujetos sociales : la presencia política de las mujeres en América Latina » in *Nueva Antropología (México)*, 8 (30) : 5-29.
- BEJARANO (N.), 1992. « La participación política de las mujeres en Bolivia » in DEFOSSEZ *et al.* (éd., *sous presse*).
- BLONDET (C.), 1987. « Muchas vidas construyendo una identidad : las mujeres pobladoras de un barrio limeño » in JELIN (éd., 1987) : 19-73.
- BONILLA (E., éd.), 1985. *Mujer y familia en Colombia*, Bogotá, Plaza & Janes.
- BRAVO ARANEDA (G.), 1980. *Movimientos sociales urbanos en Quito*. « El Comité del Pueblo », Quito, Flacso, thèse de sciences sociales, 167 p.
- BROWNER (C. H.), 1986. « Gender roles and social change : a Mexican case study » in *Ethnology*, 25 (2) : 89-106.

- BURKET (E.), 1985. « Las mujeres indígenas y la sociedad blanca : el caso del Perú del siglo XVI » in LAVRIN (éd., 1985) : 121-152.
- CERTEAU (M. DE), 1980. *L'invention du quotidien. I. Arts de faire*, Paris, Union générale d'éditions, coll. 10/18.
- CHANT (S.), 1988. « Mitos y realidades de la formación de las familias encabezadas por mujeres : el caso de Querétaro, México » in GABAYET (L., éd., 1988) : 181-203.
- CHERPAK (E.), 1985. « La participación de las mujeres en el movimiento de Independencia de la Gran Colombia, 1780-1830 » in LAVRIN (éd., 1985) : 253-270.
- CHIRIBOGA (M.), LEON (J.), PEREZ (J. P.) (éd.), 1986. *Movimientos sociales en el Ecuador*, Quito, Clacso-Ildis.
- CORDOBA (M.), CRESPO (C.), DAVILA DE VEGA (G.), 1987. *Evaluación de las organizaciones campesinas del Cotopaxi*, Quito, Ciespal, 196 p.
- COUTURIER (E.), 1987. « Micaela Angela Carrillo : viuda y pulquera (Nueva España, siglo XVII) » in SWEET et NASH (éd., 1987) : 462-471.
- DEERE (C. D.), 1986. « La mujer rural y la política estatal. La experiencia latinoamericana y caribeña de reforma agraria » in LEON et DEERE (éd., 1986) : 187-208.
- DEFOSSEZ (A. C.), FASSIN (D.) et VIVEROS (M.) (éd.). 1992. *Mujeres de los Andes. Condiciones de vida y salud*, Bogotá, Ifea-CEAS-Universidad Externado de Colombia.
- ECHARD (N., éd.), 1991. *Les relations hommes-femmes dans le Bassin du Lac Tchad*, Paris, Orstom.
- FASSIN (D.), 1991. « Les nouveaux enjeux de la question indienne en Équateur », *Problèmes d'Amérique latine*, 3 : 91-108.
- FASSIN (D.), 1992. « Más allá de los mitos. La participación social y política de las mujeres de sectores populares en el Ecuador » in DEFOSSEZ et al. (éd., 1992) : 335-354.
- GABAYET (L., éd.), 1988. *Mujeres y sociedad : Salario, hogar y acción social en el Occidente de México*, Guadalajara, El Colegio de Salisco-Ciesas del Occidente.
- GODARD (H. R.), 1988. *Quito, Guayaquil. Evolución y consolidación de ocho barrios populares*, Quito, Ifea-Ciudad.
- HAHNER (J. E.), 1985. « La prensa feminista del siglo XIX y los derechos de las mujeres en el Brasil » in LAVRIN (éd., 1985) : 293-328.
- JELIN (E. éd.), 1987. *Ciudadanía e identidad : Las mujeres en los movimientos sociales latino-americanos*, Genève, UNRISD.
- JELIN (E.), 1987. « Ciudadanía e identidad : una reflexión final » in JELIN (éd., 1987) : 311-354.
- LAVINAS (L.) et LE DOARÉ (H.), 1982. « Mobilisations et organisations féminines dans les secteurs populaires » in *Cahiers des Amériques Latines*, 26 : 39-58.
- LAVRIN (A., éd.), 1985. *Las mujeres latino-americanas. Perspectivas históricas*, México, Fondo de Cultura Económica.
- LAVRIN (A.), 1985-a. « Investigación sobre la mujer de la colonia en México : siglos XVII y XVIII » in LAVRIN (éd., 1985) : 33-73.
- LAVRIN (A.), 1985-b. « Algunas consideraciones sobre las tendencias y los temas en la historia de las mujeres de Latinoamérica » in LAVRIN (éd., 1985) : 347-379.
- LEON (R.), 1987. « « Bartolina Sisa » : la organización de mujeres campesinas en Bolivia » in JELIN (éd., 1987) : 223-252.

- LEON (M.) et DEERE (C. D.) (éd.), 1986. *La mujer y la política agraria en América latina*, Bogotá, Siglo Veintiuno-Acep.
- LIMONES CENICEROS (G.), 1989. « Las costureras anarcosindicalistas de Orizaba, 1915 » in OLIVEIRA (éd.) : 219-268.
- LITTLE (C. J.), 1985. « Educación, filantropía y feminismo : Partes integrantes de la feminidad argentina » in LAVRIN (éd., 1985) : 271-292.
- MATHIEU (N. C.), 1991. « Tendances actuelles de la recherche en anthropologie des sexes » in ECHARD (éd., 1991) : 13-33.
- MEDRANO (D.) et ESCOBAR (C.), 1985. « Pasado y presente de las organizaciones femeninas » in BONILLA (éd., 1985) : 223-284.
- MORENO YANEZ (S.), 1985. *Sublevaciones indígenas en la Audiencia de Quito desde comienzos del siglo XVIII hasta finales de la Colonia*, Tercera edición aumentada, Quito, Pontificia Universidad Católica del Ecuador.
- OBERSCHALL (A.), 1973. *Social conflicts and social movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs.
- OLIVEIRA (O. DE, éd.), 1989. *Trabajo, poder y sexualidad*, México, El Colegio de México.
- OLIVEIRA (O. DE) et GOMEZ MONTES (L.), 1989. « Subordinación y resistencia femeninas : notas de lectura », in OLIVEIRA (éd., 1989) : 33-46.
- PRIETO (M.), 1986. « Notas sobre el movimiento de mujeres en el Ecuador » in CHIRIBOGA *et al.* (éd., 1986) : 183-218.
- RAPOL (D.), 1986. « Movilizaciones femeninas : un ensayo teórico sobre sus condiciones y orígenes » in *Nueva Antropología (México)*, 8 (30) : 31-56.
- RODRIGUEZ (L.), 1990. *Las mujeres de Solanda. Mujer, barrio popular y vida cotidiana*, Quito, CEPAM-ILDIS.
- SWEET (D. G.), 1987. « Francisca : esclava india (Gran Pará, siglo XVIII) » in SWEET et NASH (éd., 1987) : 316-328.
- SWEET (D. G.) et NASH (G. B.) (éd.), 1987. *Lucha por la supervivencia en la América colonial*, México, Fondo de Cultura Económica.
- TARRES (M. L.), 1989. « Más allá de lo público y lo privado. Reflexiones sobre la participación social y política de las mujeres de clase media en Ciudad Satélite » in OLIVEIRA (éd., 1989) : 197-218.